LE CONSEILLER D'ÉTAT Directeur général des
Postes,

Au Directeur des Postes,

à

Je vous prévins, Monsieur, qu'à dater du 1.^{er} janvier 1808, les lettres et paquets de et pour les États du Royaume de Prusse et de l'Empire de toutes les Russies, au lieu d'être échangés, comme ils l'ont été jusqu'à ce jour, entre le bureau de Muesoych et celui de Wesel, le seront entre le bureau de Neuss et celui de Dusseldorff.

Ainsi les correspondances adressées dans les États étrangers précités, devront être dirigées sur le bureau de Neuss, qui les fera parvenir de suite à Dusseldorff, et recevra de ce dernier celles adressées des mêmes États en France.

Le public est désormais libre d'affranchir ou de ne point affranchir ses lettres et paquets pour les États de Prusse et de Russie; et cet affranchissement doit être perçu selon les prix déterminés par la loi du 24 avril 1806, pour la distance de votre bureau à celui de Neuss.

Vous reconnaîtrez les lettres et paquets venant des États de Prusse et de Russie par Dusseldorff et par Neuss pour France, au timbre portant ces mots, Prusse par Neuss, que vous y trouverez apposé.

Les lettres et paquets venant de ces États pour les nouveaux départemens situés entre la rive gauche du Rhin et les anciens départemens français, seront taxés du port du depuis Neuss jusqu'au lieu de leur destination, selon la loi du 24 avril 1806; plus du prix de remboursement fait à l'office des postes du grand duché de Berg.

Quant à la taxe des lettres et paquets adressés des États étrangers précités dans les anciens départemens français, et même dans les nouveaux qui empruntent l'intermédiaire du bureau général de Paris, pour recevoir leurs correspondances de la Prusse et de la Russie, elle continuera d'être perçue sur le même pied qu'elle l'a été jusqu'à ce jour, conformément aux anciennes lois concernant les correspondances étrangères pour lesquelles il n'a point encore été conclu de nouveaux traités, et pour lesquelles aucune loi postérieure n'a prescrit de nouvelles taxes; le tout, d'après la décision de son Excellence le Ministre des finances, en date du 10 de ce mois.